



LES COÛTS DE PRODUCTION DANS LES ÉLEVAGES BOVINS VIANDE

ENQUÊTE ANNUELLE 2011 DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE



RÉSULTATS
NATIONAUX



Sommaire

INTRODUCTION	3
1/ LE CALCUL DU COÛT DE PRODUCTION EN VIANDE BOVINE	4
2/ REPLACER LES COÛTS DANS LEUR CONTEXTE	6
3/ LES REPÈRES DE COÛTS DE PRODUCTION	7
• Dépendants de l'orientation de l'atelier	7
• Indépendants de la diversification de l'exploitation	7
• Une composition assez constante	8
• Des coûts très variables entre élevages	8
4/ LE LEVIER DE LA PRODUCTIVITÉ	9
• Les coûts dépendent de la productivité	9
• La productivité animale est déterminante	9
• Rapport au sol : il faut assurer l'autonomie alimentaire	9
• L'effet productivité du travail	10
5/ LE LEVIER DES CHARGES	11
• Le coût alimentaire	11
• Les frais d'élevage	12
• Les charges fixes : matériel, bâtiment, frais de gestion	12
• Les charges supplétives	13
6/ PLUSIEURS FAÇONS D'ÊTRE RENTABLE	14
• S'entendre sur la notion d'efficacité économique	14
• Une forte variabilité de la rentabilité	15
• Deux profils à bonne rentabilité	16
• Deux profils sans rentabilité	16
CONCLUSION	18
POUR ALLER PLUS LOIN	19
CARNET D'ADRESSES	
REMERCIEMENTS	
RÉSUMÉ	20

Ont contribué à ce dossier...

• Traitement des données et rédaction :

Laurence Echevarria, Marion Kentzel, Patrick Sarzeaud (Institut de l'Élevage)

• Avis et relecture :

Animateurs régionaux du dispositif Réseaux d'élevage bovins viande et Michèle Bousely (Institut de l'Élevage)(cf. carnet d'adresses en page 19)

• Réalisation des enquêtes et des suivis :

Les ingénieurs des Chambres d'agriculture chargés du suivi des exploitations du dispositif Réseaux d'élevage bovins viande (cf. liste en page 19)

• Maquette :

Corinne Maigret (Institut de l'Élevage)

Introduction

Depuis plusieurs années, les élevages de viande bovine voient leurs charges s'accroître, au point de perdre une part importante d'efficacité économique. Le contexte de marché très volatil, l'augmentation tendancielle des prix de l'énergie et des matières premières mais aussi les surcoûts engendrés lors de la modernisation des élevages (mise aux normes, agrandissement) expliquent l'inflation des coûts de production. D'un autre côté, le marché de la viande bovine tarde à s'ajuster en termes de prix. Cet environnement économique incite les éleveurs de viande bovine à évaluer leurs propres coûts de production et à travailler sur les principaux leviers d'amélioration de leur compétitivité.

Dans le cadre de leur mission d'observatoire de l'efficacité économique des systèmes d'élevage, les Réseaux d'élevage animés par l'Institut de l'élevage et les Chambres d'agriculture, ont proposé une méthode de calcul des coûts de production. Cette méthode est harmonisée entre les différentes filières herbivores (bovin lait et viande, ovin lait et viande et caprin) et en correspondance avec le calcul des coûts pratiqué au plan international dans le réseau agri benchmark. Cette démarche est appliquée depuis 2 ans dans les fermes des Réseaux et fournit aujourd'hui les premiers repères pour l'analyse et le conseil.

Les résultats présentés reposent sur le suivi de plus de 500 ateliers bovin viande dans les Réseaux d'élevage pour la campagne 2010. Ils illustrent la diversité de la production de viande bovine française et des systèmes de production. Les résultats ont été analysés au plan statistique afin de faire ressortir les principaux leviers d'action mobilisables dans la maîtrise des coûts. Chacun de ces leviers a par ailleurs été commenté par les éleveurs eux-mêmes au cours d'une enquête qualitative.

Ce document fournit ainsi une première synthèse de l'analyse à apporter sur cette nouvelle approche des coûts de production. Elle servira aux conseillers et aux groupes d'éleveurs bovins viande qui s'engagent dans la recherche de voies d'amélioration de l'efficacité économique des systèmes.

Une enquête nationale
auprès des éleveurs
des réseaux d'élevage
pour étudier les coûts
de production dans les
différents systèmes
d'élevage



1/ Le calcul du coût de production en viande bovine

Les coûts de production sont calculés en routine depuis 2009 dans les exploitations des Réseaux d'élevage à partir de la méthode de calcul décrite dans le document "Calculer le coût de production en élevage bovins viande" (septembre 2010). Les principes de chiffrage peuvent être résumés en 3 étapes :

- 1- Evaluer sa production de viande vive (kg de gain de poids vif produits par l'atelier),
- 2-Définir le périmètre de l'atelier (cheptel et surfaces utilisées),
- 3-Estimer les charges (courantes, amortissements et charges supplétives).

1- EVALUER SA PRODUCTION DE VIANDE VIVE (KG DE GAIN DE POIDS VIF)

Dans cette approche technico-économique, il s'agit d'évaluer la compétitivité de l'atelier bovin viande, c'est-à-dire sa capacité à bien valoriser les intrants, équipements et services au regard de la production de viande bovine. Le premier enjeu est donc d'estimer cette production. Cela passe par le calcul de la production de viande vive (en kg vif) qui agrège l'ensemble des différents produits vendus d'un atelier (maigre, gras, mâle ou femelle..) et prend en compte les variations d'inventaire du cheptel (cf. page 9).

2- DÉFINIR LE PÉRIMÈTRE DE L'ATELIER (CHEPTEL ET SURFACE UTILISÉE)

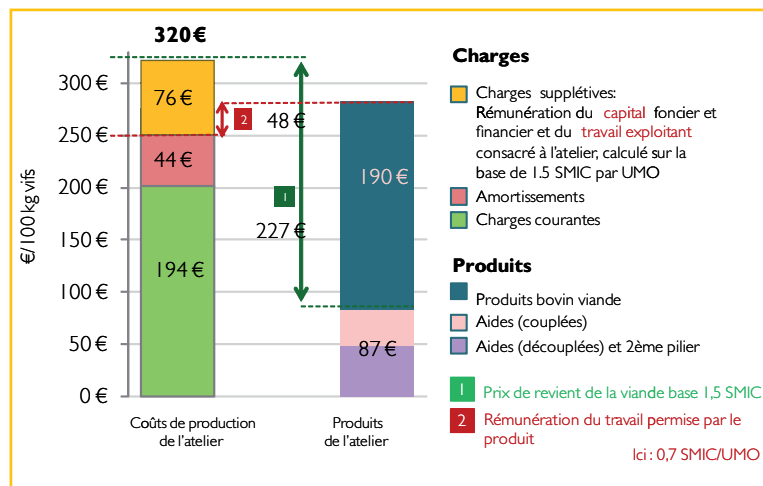
L'atelier est défini par le cheptel et les surfaces qu'il utilise pour son alimentation : surfaces fourragères et surfaces en céréales intra-consommées. On considère donc les coûts de production de l'ensemble de l'alimentation produite sur l'exploitation, en plus de celle achetée.

3- ESTIMER LES CHARGES (COURANTES, AMORTISSEMENTS ET CHARGES SUPPLÉTIVES)

On compte l'ensemble des charges de production en considérant qu'au-delà des charges courantes et des amortissements, l'atelier doit aussi rémunérer les facteurs de production que sont le capital, le foncier en propre et le travail de l'exploitant. Concernant la rémunération de la main-d'œuvre, elle est fixée en première approche à 1.5 SMIC brut par UMO à rémunérer sur l'atelier sachant que cette valeur peut dépendre des objectifs de chaque éleveur.

> Figure 1 : Représentation schématique des différents indicateurs de coûts de production

Source : Calculer le coût de production en élevage bovins viande, 2010



L'approche "Coût de production" est donc une approche analytique visant à isoler les équilibres économiques de l'atelier. Cela nécessite une juste répartition des coûts entre ateliers au sein des exploitations diversifiées. Cette répartition se fait au moyen de clés physiques de type "ha de surface" ou "UGB". Les clés sont pondérées selon les systèmes d'exploitation, par des coefficients issus d'un traitement statistique mené sur la base de données des Réseaux 2007 et 2008. La prise en compte des différents types de production des systèmes d'élevage et de polyculture-élevage permet de tenir compte des diversités des techniques et conditions de production (plaine, montagne...).

Par construction méthodologique, le coût de production dépend de productivité en viande de l'atelier. Son analyse montre cependant un lien avec les conduites, le fonctionnement des ateliers et les produits générés. Il convient de l'analyser en regard des produits comme l'illustre la figure 1.

Les principaux critères produits par la démarche sont les suivants :

- le **coût de production** : ensemble des charges courantes, d'amortissement et supplétives de l'atelier viande rapportées aux 100 kg vif produits.
- le **produit** : ensemble des produits de l'atelier viande (ventes-achats ± variations d'inventaire) y compris les aides couplées et découplées (au prorata des surfaces utilisées).
- le **prix de revient de la viande bovine** mesure le prix nécessaire pour rémunérer la main-d'œuvre exploitant consacrée à l'atelier bovin viande, compte tenu du montant déjà couvert par les aides (Prix de revient = coût de production – aides couplées et découplées). Le prix de revient peut être rapporté aux différents produits de l'atelier et peut s'exprimer selon les cas en € par tête, par kg vif ou par kg de carcasse.
- la **rémunération permise** est une notion nouvelle et intéressante : c'est le niveau de rémunération de la main-d'œuvre affectée à l'atelier réellement atteint sur la campagne, c'est-à-dire la rémunération permise par le produit après avoir payé les charges. Elle est évaluée en nombre de SMIC par UMO à rémunérer.

Si l'approche comptable est la plus facile à mettre en œuvre, la plus juste est certainement l'approche trésorerie qui fait abstraction des amortissements comptables et considère seulement le capital remboursé sur l'année aux travers des annuités. On parle alors de **coût de fonctionnement** et de **trésorerie permise** par le produit.

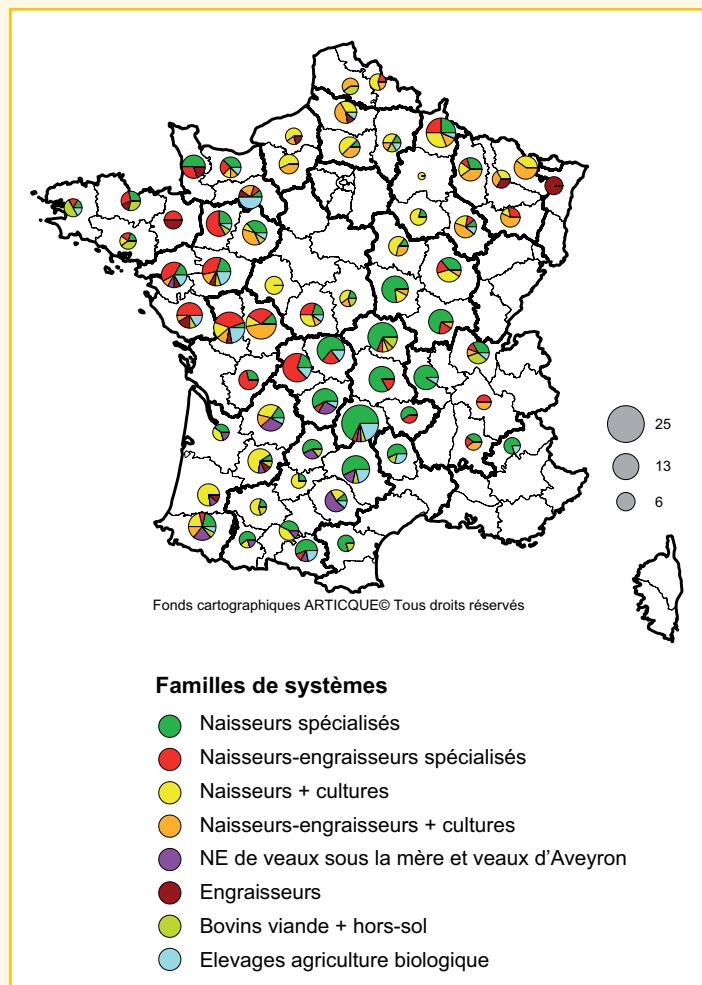
Méthodologie de l'étude 2009-2010

Cette synthèse repose sur plusieurs travaux concernant les coûts de production de 503 exploitations bovines viande suivies en 2009 et 2010 dans les Réseaux d'élevage.

L'échantillon de fermes comprend les fermes suivies dans le cadre du socle national et celles suivies dans le cadre d'orientations régionales. Cet observatoire est témoin de la diversité de l'élevage bovin viande tant par la diversité des types de production de viande que par la combinaison avec d'autres productions des différents systèmes. Elles sont réparties sur l'ensemble du territoire (cf. carte 1). Du fait de leur dimension et de leurs performances, ces élevages possèdent des résultats supérieurs à la moyenne évaluée dans le RICA. L'étude a été menée en deux temps :

- D'une part, les **résultats 2009 et 2010** des élevages ont été traités et valorisés afin de **décrire les premiers repères de coûts de production** dans les différents systèmes de production. Une analyse statistique a permis d'identifier différents profils de rentabilité économique.
- D'autre part, ces résultats ont été complétés par des **enquêtes qualitatives** menées auprès des éleveurs, en collectif ou en individuel. Il s'agissait de connaître leur perception face aux résultats et les principales voies d'adaptation qu'ils envisagent dans le cadre d'une éventuelle amélioration de ces critères.

> Carte 1 : Localisation des exploitations des Réseaux d'élevage
Source : Réseaux d'élevage 2010



2/ Replacer les coûts dans leur contexte

Les observations sur 10 ans de suivis dans les Réseaux d'élevage montrent que les coûts doivent se replacer dans une dynamique d'évolution.

En préambule, quelques éléments structurels de 215 élevages allaitants spécialisés suivis sur 10 ans dans les Réseaux d'élevage fournissent des enseignements précieux sur les dynamiques d'évolution. Celles-ci sont favorables à l'agrandissement et à l'amélioration de la productivité, avec une sensibilité marquée à la hausse du prix des intrants.

L'agrandissement est constant tant en surface qu'en UGB, en moyenne de 2 % par an, à main-d'œuvre quasi constante. C'est donc la productivité du travail qui progresse, de 22 % en dix ans. Le niveau d'intensification s'est fortement réduit en début de décennie pour se stabiliser depuis 2004 autour de 1,3 UGB/ha de SFP. Les performances animales sont assez stables même si on perçoit l'impact assez net de l'amélioration génétique sur le format des vaches de réforme.

Ceci étant, l'augmentation de la productivité n'a pas directement bénéficié aux éleveurs comme l'illustre le graphique ci-contre présentant l'évolution des principaux leviers de la rentabilité entre 2000 et 2010. D'une part, soumis à la forte poussée des prix de l'énergie et des intrants, les charges opérationnelles ramenées par UGB ont augmenté de plus de 42 % en dix ans. La hausse du prix de l'azote et celui des céréales par exemple, a fait flamber le poste concentré. Il atteint un maximum de près 0,5 € par kg vif produit.

Par ailleurs, les charges fixes ont, elles aussi, flambé avec l'augmentation du prix des équipements (matériel et coût de construction des bâtiments) et les efforts de modernisation et de mise aux normes engagés dans les élevages. La progression du poste mécanisation par ha est à ce titre très significative : + 45 % en 10 ans. L'agrandissement des

surfaces d'exploitation a logiquement nécessité des équipements relatifs à la production fourragère et aux cultures. Mais plus encore, l'augmentation de la taille des cheptels a exigé des investissements de mécanisation pour gagner en temps de travail et réduire la pénibilité. Enfin, le poste carburant a flambé en 2007 et 2008 suite à la hausse du prix du pétrole.

Ainsi, dans un contexte de prix de la viande bovine et de primes stables ou en baisse, l'efficacité économique des systèmes, évaluée par le taux d'excédent brut d'exploitation sur le produit total, est en baisse. Ce taux passe de 46 % en 2002 à 38 % en 2010.

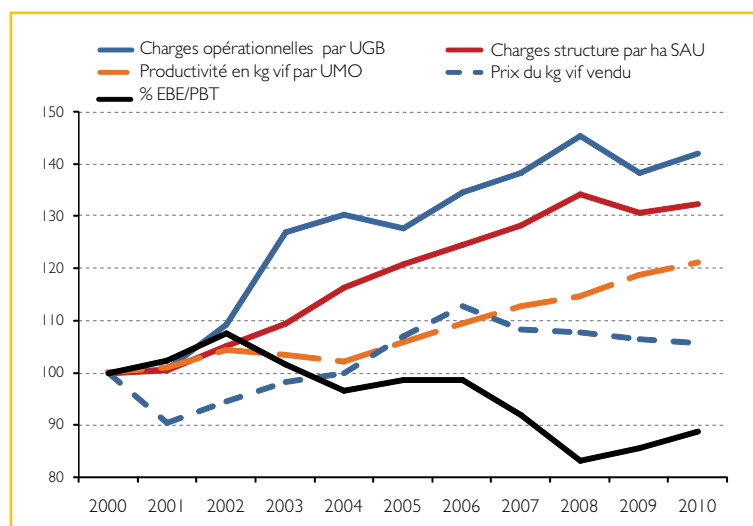
> Tableau 1 : Evolution des structures dans 215 élevages allaitants spécialisés entre 2000 et 2010.

Source : Réseaux d'élevage

	2000	2004	2007	2010
Main-d'œuvre totale (UMO)	1,9	1,9	1,9	2,0
SAU (ha)	117	126	134	142
Production (kg vif) par UMO	25 070	26 240	28 650	30 730
UGB	119	122	130	139
Chargement (UGB/ha de SFP)	1,42	1,30	1,30	1,33
Production par UGB	304	313	316	317
Poids des réformes (kg carcasse)	391	407	424	425

> Figure 2 : Evolution des principaux leviers de la rentabilité entre 2000 et 2010 dans 215 élevages allaitants spécialisés en base 100

Source : Réseaux d'élevage



3/ Les repères de coûts de production

Le coût de production est un critère relatif. Il positionne les charges engagées relativement au niveau de production. C'est une des explications de sa variabilité qui illustre toute la diversité des conduites d'élevage. Les résultats obtenus dans plus de 500 fermes de références permettent de donner des premiers repères par type de production.

> Tableau 2 : Résultats des coûts de production en 2010 dans les élevages bovins viande par type d'atelier (hors élevage AB)

Type d'atelier	Veaux sous la mère	Naisseurs rustiques	Naisseurs autres	NE bœufs	NE jeunes bovins	Engraisseurs jeunes bovins
Effectif	22	41	241	14	128	22
UGB/UMO	62	73	100	109	111	159
Productivité de la MO (kg vif/UMO atelier)	14 203	20 173	29 910	29 931	42 185	118 215
Productivité technique (kg vif/UGB)	229	277	300	274	378	745
Coût de production (€/100 kg vifs)	739	470	408	358	324	201
+/- écart type	149	98	110	74	67	40
Approvisionnement des animaux	61	41	37	24	37	48
Approvisionnement des surfaces	57	20	28	19	25	19
Frais d'élevage	71	39	38	30	29	15
Mécanisation	156	100	91	83	78	45
Bâtiments et installations	54	30	30	33	22	13
Frais divers de gestion	47	32	29	25	21	16
Foncier et capital	85	71	59	52	45	22
Travail	208	138	97	91	68	24
Produit viande	637	403	363	307	293	181
dont aides	244	197	142	113	93	32
Prix de revient à 1,5 SMIC (€/100 kg vifs)	488	269	261	241	228	163
Rémunération permise (nb SMIC/UMO ex.)	0,7	0,7	0,8	0,6	0,8	0,3

DÉPENDANTS DE L'ORIENTATION DE L'ATELIER

Les coûts de production sont étroitement liés à la conduite et au niveau de productivité de l'atelier. Les repères sont donc différents selon les types de production. On peut schématiquement retenir par grande orientation de production de l'atelier bovin viande des niveaux de coûts de production qui s'établissent en conjoncture 2010 autour de :

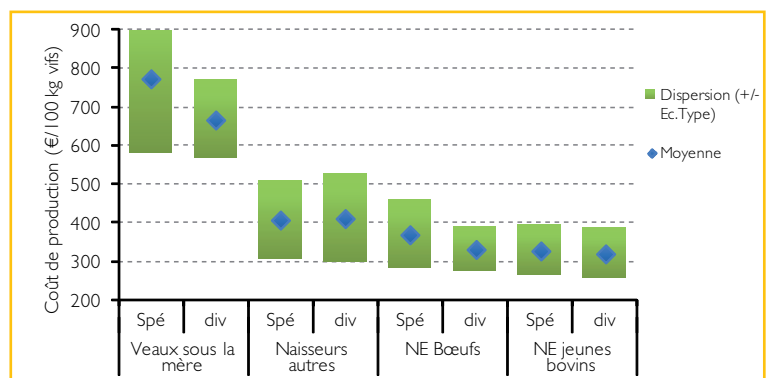
- 700-750 €/100 kg vifs pour les systèmes producteurs de **veaux sous la mère** avec une productivité plus faible,
- 400-500 €/100 kg vifs pour les systèmes **naisseurs**,
- 300-350 €/100 kg vifs pour les systèmes **naisseur-engraisseurs**,
- 180-220 €/100 kg vifs pour les **engraisseurs** avec une plus grande productivité.

INDÉPENDANTS DE LA DIVERSIFICATION DE L'EXPLOITATION

La présence de cultures de vente dans le système d'exploitation n'a pas d'effet sur les résultats de coûts de production. Les coefficients utilisés dans la méthode pour répartir les différents postes de charges des exploitations selon le niveau de diversification de leurs activités, en affectant à l'atelier celles qui lui sont imputables permettent donc de rendre comparables des situations diverses.

> Figure 3 : Coût de production par type d'atelier en 2010 avec ou sans cultures

Source Réseaux d'élevage



UNE COMPOSITION ASSEZ CONSTANTE

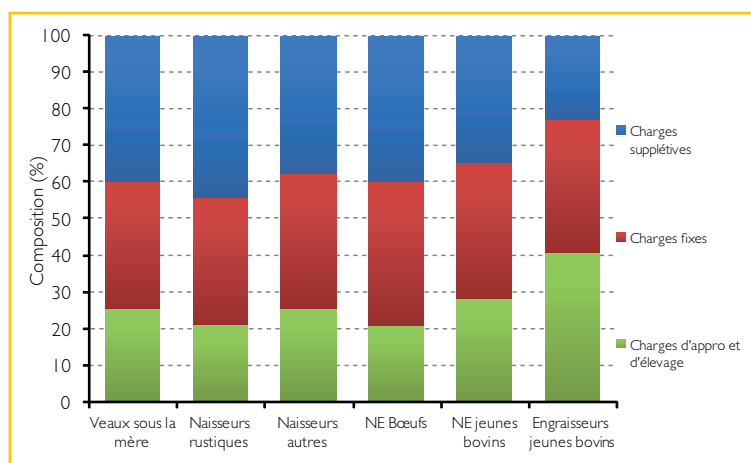
Si le niveau de coût de production est lié au type d'atelier, sa structuration diffère peu, particulièrement entre les systèmes allaitants : les charges supplétives, qui regroupent la rémunération du foncier, du capital et du travail, représentent 40 % du total. Les charges de structure (bâtiment, mécanisation, charges diverses) ont un poids quasiment identique pour les différents types d'atelier allaitants et représentent entre 34 et 38 % des coûts de production. Les charges opérationnelles sont donc minoritaires dans la structuration des coûts de production et pèsent pour moins d'un quart dans la plupart des systèmes. Elles sont plus significatives pour les ateliers d'engraissement.

DES COÛTS TRÈS VARIABLES ENTRE ÉLEVAGES

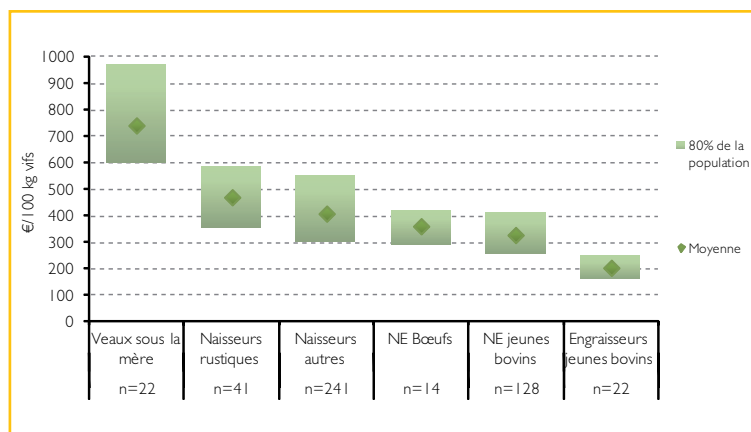
Pour un même type d'atelier, les coûts de production peuvent varier du simple au double, ce qui témoigne d'une forte dispersion des résultats liée au caractère combinatoire du critère. Mais cette dispersion illustre aussi les marges de progrès possibles entre élevage. Elles concernent aussi bien les charges en elles-mêmes que le niveau de productivité. C'est ce que montre le tableau 3 présentant les résultats d'élevages naisseurs-engraisseurs triés selon leur niveau de coût de production.

Entre le tiers des élevages ayant des CP forts et celui avec des CP les plus faibles, la différence de coût atteint 127 € pour 100 kg vif. C'est la somme des écarts observés sur tous les postes : aussi bien l'alimentation que les charges d'équipements ou supplétives. La productivité intervient nettement dans l'amortissement des charges. De plus, ces écarts de coûts ont un impact évident sur la rentabilité de l'atelier : la rémunération permise par le produit passe de 0,1 à 1,5 SMIC/UMO.

> Figure 4 : Composition du coût de production par type d'atelier
Source : Réseaux d'élevage



> Figure 5 : Coût de production 2010 par type d'atelier
Source : Réseaux d'élevage



> Tableau 3 : Résultats et composition des coûts de production (CP) en élevages naisseurs engraisseurs (*) triés selon leur niveau de coût total en €/100 kg vif

Source : Réseaux d'élevage

	CP faible	CP médian	CP fort	Ecart
Nombre d'élevages	39	38	39	
Nombre d'UGB	184	168	143	
UMO atelier BV	1,5	1,7	1,6	
Production de viande (kg vif)	69 500	61 700	47 700	
PBVV kg vifs par UGB	382	370	337	
PBVV kg vifs par UGMO	46 800	395 600	31 000	
Coût de production	276	317	404	+ 127
Coût alimentaire	52	61	73	+ 21
Frais d'élevage	27	29	33	+ 7
Matériel	64	76	100	+ 35
Bâtiments	20	21	27	+ 7
Frais de gestion	20	21	27	+ 7
Charges supplétives	95	111	145	+ 50
Prix moyen du kg vif vendu	189	201	212	
Aides	87	91	114	
Rémunération permise par le produit en SMIC/UMO	1,5	0,8	0,1	

4/ Le levier de la productivité

La production de viande vive représente le diviseur de l'ensemble des charges de l'atelier. Elle conditionne fortement le niveau de coût par son effet d'amortissement des charges de structure et des charges supplétives.

LES COÛTS DÉPENDENT DE LA PRODUCTIVITÉ

La production de viande vive est le gain de poids vif obtenu sur l'année et sur l'ensemble du troupeau. Elle rassemble l'ensemble des produits (maigre et finis, vendus ou en stock...). On peut la rapporter aux UGB, ce qui constitue une estimation de la productivité animale du troupeau viande, mais aussi par ha ou par unité de main-d'œuvre. Parmi les 3 composantes de la productivité que sont celles du travail (par UMO), des animaux (par UGB) et des surfaces (par ha de SFP), ce sont les deux premières qui interviennent le plus dans la variabilité des coûts de production, avec des coefficients de détermination respectivement de 36 % et 30 %.

Formule de la production de viande vive

- + ventes en vif
- + ventes en carcasse converties en kg vifs par le rendement
- achats en vif
- + ou - variation d'inventaire (effectifs et poids)

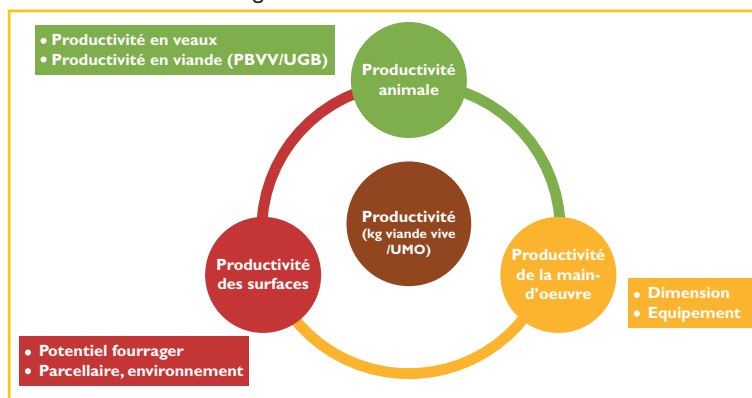
LA PRODUCTIVITÉ ANIMALE EST DÉTERMINANTE

Elle dépend des résultats techniques du troupeau et se construit à partir des performances de reproduction et de croissance des animaux aussi bien en phase d'élevage qu'en phase d'engraissement. La finition des animaux sur des croissances rapides (type jeunes bovins) accélère cette productivité, mais pas seulement. La réussite de la reproduction (fertilité et fécondité des vaches) permet d'éviter de garder des animaux improductifs, source de coûts opérationnels et de coûts fixes. Le suivi sanitaire rigoureux réduit les risques de pertes de production. 1 % de gain de productivité numérique (nb de veaux sevrés par vache mise à la repro) équivaut au gain de 1,5 % de production et à la réduction d'autant des coûts.

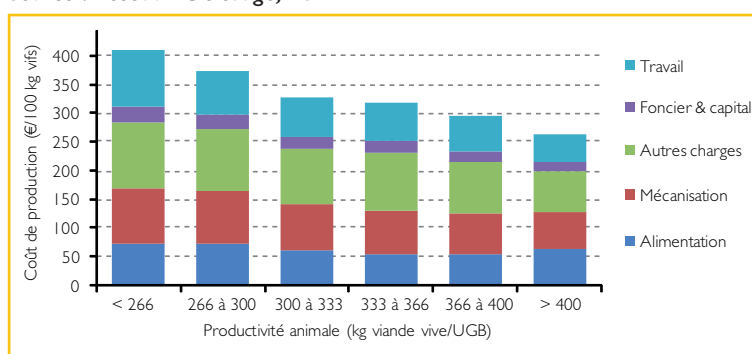
RAPPORT AU SOL : IL FAUT ASSURER L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE

En allaitant, la productivité des surfaces et l'intensification de la conduite fourragère ne sont pas un enjeu en soi. Les coûts nécessaires aux conduites intensives sont facilement compensés par plus de kg produit par ha. Ce qui compte c'est la capacité à rester autonome aussi bien en fourrages qu'en concentrés. La gestion des surfaces en herbe (fauche/pature) et la bonne intégration des cultures fourragères dans le système fourrager assure cet équilibre.

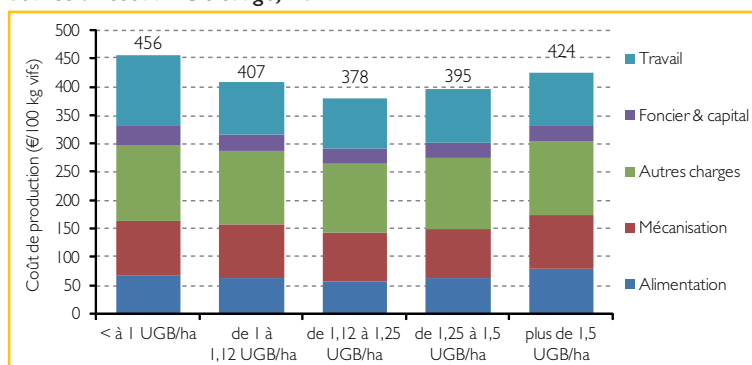
> **Figure 6 : Les composants de la productivité en production**
Source : Réseaux d'élevage



> **Figure 7 : Coût de production par niveau de productivité animale (kg viande vive/UGB) - Groupe des naisseurs-engraisseurs**
Source : Réseaux d'élevage, 2011



> **Figure 8 : Coût de production par niveau de chargement (kg de viande vive/UGB)- Groupe des naisseurs**
Source : Réseaux d'élevage, 2011



L'EFFET PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

La démarche introduit la question de l'efficacité de la main-d'œuvre. On l'évaluait auparavant par le nombre de vêlages ou d'UGB par UMO. Ici, elle est estimée par le nombre de kg vifs produits par UMO et varie du simple au triple.

Le tableau 4 donne les coûts de production d'élevages naisseurs et leur composition selon les niveaux de productivité de la main-d'œuvre. De manière générale, les exploitations qui ont la plus forte productivité du travail sont aussi celles qui ont les dimensions les plus grandes tant en surface qu'en taille de troupeau. Ce sont aussi celles qui emploient le moins de main-d'œuvre (1,1 UMO contre 1,5 UMO pour l'atelier bovin viande). En fait, les plus fortes productivités du travail s'observent aussi bien dans les grandes exploitations spécialisées que dans les exploitations mixtes à forte contrainte de main-d'œuvre.

Les résultats techniques ne sont pas dégradés par l'effet dimension. Au contraire, pour ces élevages naisseurs, ils sont un peu supérieurs, signe de meilleures performances de reproduction et de conduites qui permettent d'allonger les cycles de production sans supplément de coût.

La productivité de la main-d'œuvre intervient pour favoriser les économies d'échelle. Ici, cela se traduit par la réduction du poids du coût travail de 31% à 16% dans le total des coûts. L'effet dimension joue aussi dans l'amortissement des coûts liés aux équipements : -31 € par kg vif sur la mécanisation, -12 € par kg vif pour le coût des bâtiments par exemple. Enfin, elle possède un effet levier important : tout excédent ou déficit de rentabilité de l'atelier est démultiplié par la productivité de la main-d'œuvre.

Ceci étant, comme le montre la rémunération permise des quartiles intermédiaires, la rentabilité n'est pas seulement affaire de productivité.

> Tableau 4 : Résultats de coûts de production 2010 (en €/100 kg vifs) dans 250 élevages naisseurs triés en quartiles selon la productivité de la main-d'œuvre

Source : Réseaux d'élevage, 2011

Quartiles	1	2	3	4
UMO atelier	1,5	1,4	1,2	1,1
Productivité du travail (kg/UMO)	16 090	24 034	31 547	45 310
Vaches allaitantes/UMO	45	56	70	89
Productivité animale (kg/UGB)	257	296	310	327
Chargement (UGB/ha SFP)	1,21	1,24	1,26	1,30
Coûts de production totale (€/100 kg vifs)	519	428	380	331
+/- écart type	142	78	74	52
Approvisionnement des animaux	40	43	36	35
Approvisionnement des surfaces	36	27	27	21
Frais d'élevage	40	39	37	37
Mécanisation	107	94	90	76
Bâtiments et installations	37	31	26	25
Frais divers de gestion	35	30	29	25
Foncier et capital	64	61	55	56
Travail	160	103	80	56
Produit viande	423	369	345	313
dont aides	193	145	130	111
Prix de revient (€/100 kg vifs)	319	280	242	217
Rémunération permise (nb SMIC/UMO)	0,63	0,58	0,91	1,23

CE QU'EN PENSENT LES ÉLEVEURS : "LA MAÎTRISE ÉCONOMIQUE PASSE AUSSI PAR LA TECHNIQUE"

Les éleveurs enquêtés sur les moyens de mieux maîtriser les coûts ont cité dans 8 cas sur 10 la question de la productivité du troupeau. C'est sans doute parce que c'est là qu'ils voient des marges de progrès plus faciles et plus rapides à atteindre (performances de reproduction, maîtrise de la mortalité, poids des animaux vendus ou performance d'engraissement).

Les solutions les plus envisagées sont les suivantes :

- Améliorer la production de viande par la voie génétique (amélioration des gabarits et des conformations des animaux, améliorer la valeur laitière des mères pour la croissance des broutards, ...)
- Améliorer la productivité des vaches (meilleur suivi de la reproduction, des vêlages et des veaux, éliminer les vaches improductives, augmenter le taux de réformes, faire du vêlage 2 ans, améliorer le bâtiment).
- Aller plus loin dans les cycles de production (alourdir les veaux ou les broutards, finir plus d'animaux ou mieux les finir, notamment les femelles).
- Chez les engraisseurs, améliorer la conduite et le suivi des animaux : par exemple, achat d'une bascule pour le suivi des croissances (en commun pour réduire le coût), augmentation du taux de rotation.

L'amélioration de la productivité du travail est envisagée dans un second temps par quelques éleveurs, mais elle dépend plus des opportunités d'agrandissement ou des refontes du collectif de travail. Certains éleveurs réfléchissent même à diminuer la taille de leur atelier afin de se libérer du temps pour mieux travailler.

5/ Le levier des charges

La maîtrise des coûts de production passe par celle des charges. Les marges de manœuvre sur le coût alimentaire et les frais d'élevage semblent plus accessibles aux éleveurs que celles sur les charges dites fixes et liées à l'équipement et à la rémunération des facteurs de production (main-d'œuvre, foncier et capital).

Les charges d'atelier (alimentation, frais d'élevage) représentent en moyenne le quart du coût de production. Pour 80 % des élevages, elles sont comprises entre 60 et 140 €/100 kg vifs et les 10 % des élevages les plus économes sur ce poste ont une moyenne de 45 €/100 kg vifs.

Deux autres postes sont à surveiller de près : celui des engrais (20 à 25 % du total) et l'achat de fourrages. En clair, l'optimisation du coût alimentaire passe par une recherche de la plus grande autonomie fourragère tant en fourrages (en évitant les achats extérieurs) qu'en concentrés (meilleure gestion des consommations et autonomie d'approvisionnement).

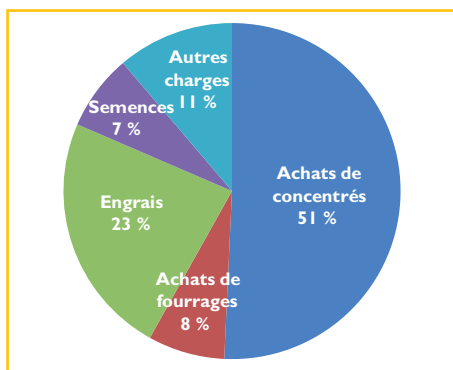
> Figure 10 : Frais d'approvisionnement des animaux et des surfaces en €/100 kg vif par type d'atelier

Source : Réseaux d'élevage

LE COÛT ALIMENTAIRE

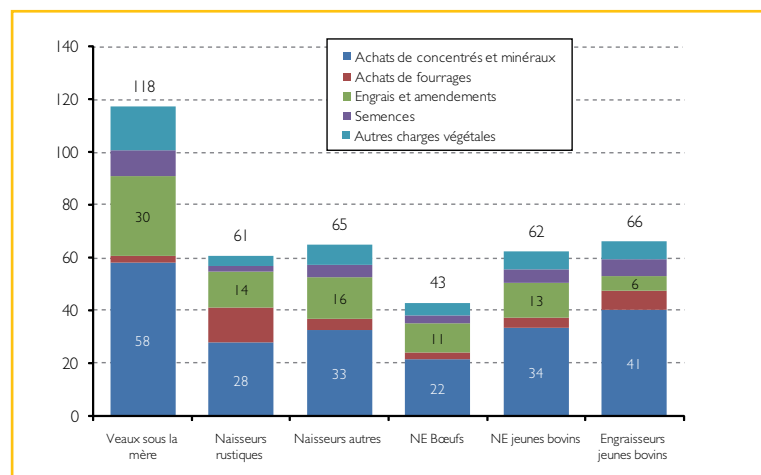
> Figure 9 : Composition des frais d'approvisionnement en 2010 (tous systèmes allaitants)

Source : Réseaux d'élevage



Les postes d'approvisionnement des animaux et des surfaces regroupent les achats de concentrés, de fourrages et d'intrants liés aux surfaces utilisées par le troupeau (fourrages et céréales intra consommées). Ils représentent 17 % du coût de production total. Hormis les producteurs de veaux et les systèmes NE de bœufs très extensifs, les coûts d'alimentation sont quasiment identiques entre les systèmes (de 60 à 65 €/100 kg vifs) et relativement peu dépendants de la productivité de l'atelier.

La moitié du coût de l'alimentation est constituée par les concentrés achetés, un levier majeur de maîtrise des coûts. Depuis 2008, la hausse du prix de l'azote et des céréales a fait flamber ce poste (+ 40 % par rapport à 2005). Mais il dépend aussi des quantités utilisées et de la part de concentrés produite sur l'exploitation.



CE QU'EN PENSENT LES ÉLEVEURS : "DES MARGES DE MANŒUVRE SUR LES ALIMENTS ACHETÉS PLUS QUE SUR LES SURFACES FOURRAGÈRES"

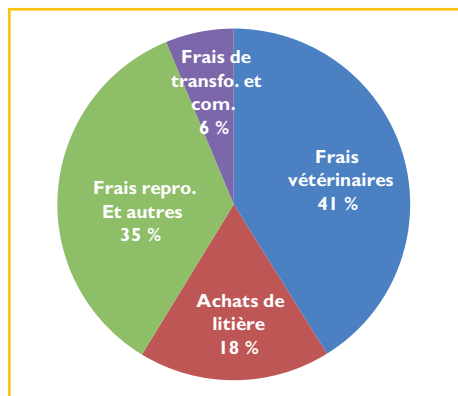
Deux tiers des éleveurs enquêtés pensent pouvoir agir sur le poste des aliments achetés. Pour eux, plusieurs voies sont possibles :

- **Changer leurs modes d'approvisionnement ou de production des aliments : en privilégiant l'élaboration de mélanges fermiers à partir de céréales et de protéagineux, en implantant de la luzerne ou en achetant des coproduits.**
- **S'organiser pour acheter moins cher en jouant sur les périodes d'achats, ou par regroupements ou contractualisation d'achats.**
- **Augmenter leur autonomie en désintensifiant la conduite ou en améliorant la valorisation de l'herbe (implantation de prairies multi-espèces, renouvellement plus fréquent des prairies afin d'augmenter leur production, développement de prairies permanentes, récolte de fourrages de meilleure qualité afin de diminuer la complémentation...).**

Mais certains éleveurs estiment qu'ils ont déjà optimisé leur conduite compte tenu des contextes passés et en réponse à la hausse du prix des intrants. Ils remarquent que les gains de coût sont assez limités et qu'il faut adapter la conduite d'alimentation au regard des contraintes de l'exploitation.

LES FRAIS D'ÉLEVAGE

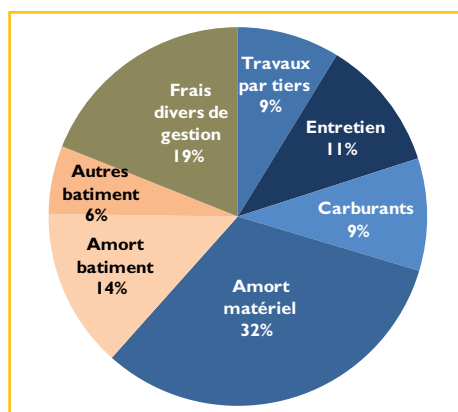
> Figure 11 : Composition des frais d'élevage en 2010 en €/100 kg vif (tous systèmes allaitants)



Le poste "Frais d'élevage" regroupe les dépenses vétérinaires, de reproduction et de contrôle de performance, l'achat de paille et les frais de commercialisation et de transformation. Ils représentent 9 % du coût de production total et 38 €/100 kg vifs en moyenne 2010. Cette valeur varie selon le niveau de productivité et la taille de l'atelier. Les frais vétérinaires et de reproduction constituent l'essentiel de ce poste (76%). Les écarts entre élevages s'expliquent par des pratiques différentes, tant sur le plan de la conduite du troupeau (traitements systématiques ou non par exemple, du recours à l'IA) que du mode de commercialisation. Le coût de la paille apparaît depuis quelques années comme une forte source de vulnérabilité pour les herbagers.

LES CHARGES FIXES : MATÉRIEL, BÂTIMENT, FRAIS DE GESTION

> Figure 12 : Composition des charges fixes en 2010 en €/100 kg vif (tous systèmes)



CE QU'EN PENSENT LES ÉLEVEURS : "C'EST UN POSTE SENSIBLE"

56 % des éleveurs pensent pouvoir diminuer leurs frais d'élevage et 10 % sont particulièrement sensibilisés suite à des problèmes sanitaires récents.

Selon eux, au-delà des à-coups sanitaires, il est possible de diminuer ces frais en étant plus rigoureux dans le suivi des animaux et dans la préparation au vêlage. Certains misent sur une remise à plat de leurs stratégies de vaccination ou de traitements antiparasitaires. Des éleveurs pensent aussi que l'amélioration récente de leurs bâtiments devrait avoir des répercussions favorables sur la gestion sanitaire.

Pour l'autre moitié des éleveurs, ce poste ne présente pas beaucoup de marge de manœuvre. Ils ont choisi une conduite sanitaire basée sur des traitements préventifs qui malgré leur coût ont fait leur preuve.

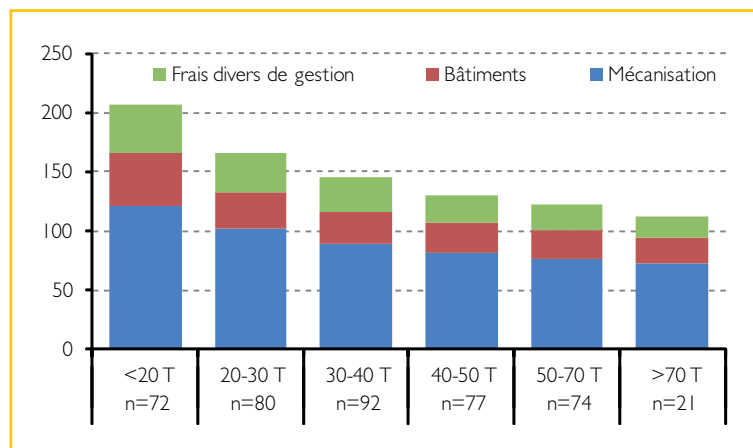
A noter que le poste paille devient la priorité de certains éleveurs qui envisagent d'augmenter leur autonomie en réduisant les quantités employées, en accentuant si possible les surfaces en cultures ou en développant l'échange paille-fumier.

Les postes liés aux équipements et aux frais de gestion contribuent à 37% du coût de production total, y compris le matériel pour 25%. Ces charges sont dites fixes car non proportionnelles à l'activité. Mais dans les faits, la restructuration constante des exploitations fait qu'elles évoluent rapidement. D'autre part, elles incluent le poste énergie (carburants, électricité.) dont les tarifs deviennent plus volatils.

Les charges liées aux bâtiments atteignent autour de 30 € pour 100 kg vif en système allaitant classique. Le poste mécanisation est généralement compris entre 80 et 100 € pour 100 kg vif et intègre à la fois les coûts de récolte (frais d'entreprise ou de CUMA, ou équipement propre), les frais d'entretien et le poste essentiel des amortissements comptables. C'est le résultat d'investissements conduits dans le cadre de la modernisation des exploitations mais aussi de l'amélioration des conditions de travail. Ces charges se décident lors de transitions importantes de l'exploitation et impactent les comptabilités sur plusieurs années. Comme le montre le graphique ci-dessous, la dimension de l'atelier est un facteur d'économie d'échelle. Mais les effets de seuils sont peu connus et les transitions liées aux agrandissements génèrent des modifications de conduites et de gestion dont les impacts sont difficiles à prévoir.

> Figure 13 : Charges de matériel, bâtiments et de gestion dans les exploitations allaitantes en 2010 (en €/100 kg vif) selon la taille d'atelier en Tonnes de viande

Source : Réseaux d'élevage



CE QU'EN PENSENT LES ÉLEVEURS : "DES POSTES À ANALYSER SUR PLUSIEURS ANNÉES"

C'est sans doute en raison de l'importance des coûts engagés tant en matériel qu'en bâtiment que ces postes suscitent tout l'intérêt des éleveurs, même si les amortissements sont bien souvent engagés pour plusieurs années et difficiles à baisser à court terme. Ils se sentent souvent impuissants devant la hausse du prix des équipements et des coûts de construction. Mais dans l'ensemble, ils reconnaissent que des économies sont possibles en ce qui concerne le matériel avec les achats en copropriété, l'adhésion à une CUMA, la délégation des travaux à des tiers, l'achat de matériel d'occasion... Reste que derrière ces équipements, ce sont les conditions de travail en terme de pénibilité et d'efficacité qui sont en jeu. Des choix sur lesquels ils ne souhaitent pas "revenir en arrière". Concernant le poids important des amortissements, les éleveurs ont rappelé qu'il fallait tenir compte des stratégies de fiscalisation et que l'approche trésorerie d'évaluation des coûts de production était plus juste.

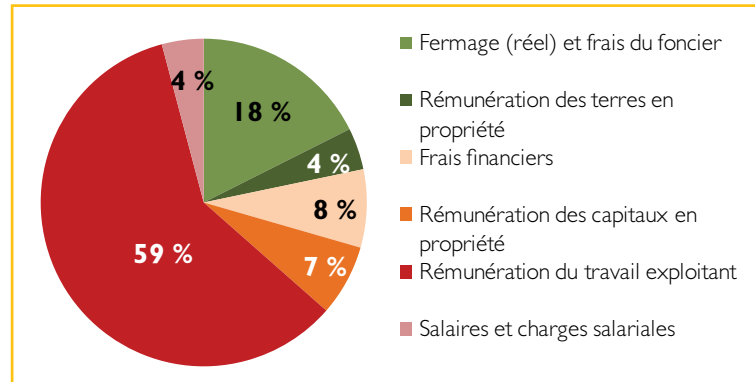
LES CHARGES SUPPLÉTIVES

Les charges qui concernent les facteurs de production sont très importantes en élevage bovin viande. Elles sont liées au poids du capital, particulièrement celui du cheptel, et à l'emploi de foncier. Le fait de rémunérer ces facteurs (à 1,5% pour le capital en propre, au taux de fermage pour le foncier en propre et sur la base de 1,5 SMIC/UMO pour le travail de l'exploitant) permet de positionner la production de viande bovine au même plan que les autres productions agricoles. En viande bovine, les charges supplétives représentent 38% du coût total.

L'ensemble "foncier et capital" atteint en moyenne 55 € pour 100 kg vif. 32 € pour le foncier, majoritairement en fermage et 21 € pour le capital, dont la moitié de frais financiers. Il s'analyse au regard de l'ancienneté de l'installation et du rapport au foncier.

Le poste "travail" est plus nettement soumis à la productivité de la main-d'œuvre. Il représente 24% du coût total et varie de 1 à 10 selon les conduites et les systèmes. Les ateliers d'engraissement apparaissent comme plus efficaces sur ce plan. Alors que le coût du travail est le point sensible des élevages de veaux sous la mère. Le poids du coût du travail salarié est assez marginal (6%).

> Figure 14 : Composition des charges supplétives en 2010 en €/100 kg vif (tous systèmes)



CE QU'EN PENSENT LES ÉLEVEURS : "UNE NOUVELLE FAÇON DE VOIR LE METIER"

Prendre en compte la rémunération du foncier, de capital et du travail semble naturel pour les éleveurs. Peu d'entre eux ont souhaité réévaluer le niveau de base de la rémunération du travail et du capital. Même si c'est l'objet de débats importants sur le niveau souhaité et souhaitable pour chaque éleveur.

Ces charges supplétives apparaissent comme subies par les éleveurs. Près des deux tiers des éleveurs n'envisagent pas de possibilité d'action sur ce poste à défaut d'une profonde remise en cause de la gestion du travail et d'une évolution de leur qualité de vie. Cela tend plutôt à les faire réfléchir sur l'intérêt de la délégation des tâches et sur l'emploi de salarié dans des exploitations ayant des tailles assez limitées. Quels gains de productivité par exemple dans les collectifs de main-d'œuvre (forme sociétaire, travail en commun, ..) par rapport au travail en individuel ? Ces questions sont en lien avec l'évolution des équipements car les voies de la simplification des conduites sont généralement peu envisagées.



6/ Plusieurs façons d'être rentable

Les coûts de production ne font pas tout. Il s'agit d'un des arguments de l'efficacité économique, à mettre en relation avec les produits et les aides. A l'échelle de l'exploitation, être compétitif, c'est baisser ses charges ; être efficace, c'est en tirer un revenu satisfaisant. Il y a plusieurs voies pour y arriver.

S'ENTENDRE SUR LA NOTION D'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE

La compétitivité peut s'évaluer par l'écart de coût de production qui existe entre 2 ateliers produisant pour un même marché.

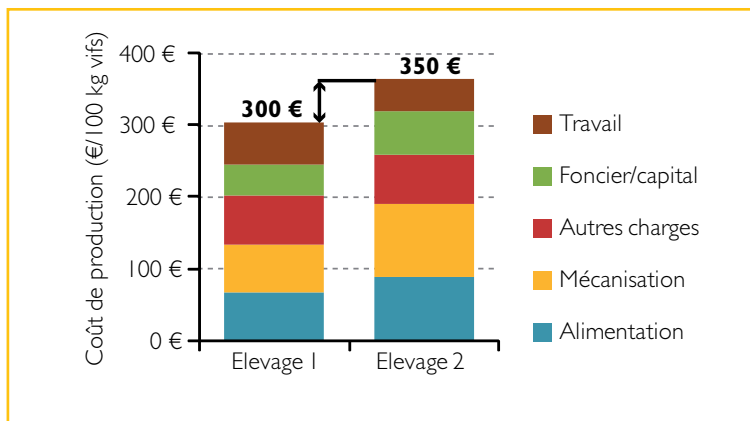
Les 2 exemples présentés ci-contre sont des cas réels d'élevages de la région Limousin. Pour produire des taurillons et des femelles finies vendus à un tarif donné, l'élevage 2 dépense 50 € de plus pour 100 kg vifs, soit 15 % de plus que l'élevage 1 qui est plus compétitif, soit par une meilleure maîtrise dans l'utilisation des charges, soit par une meilleure productivité.

L'efficacité économique traduit par contre le bon ajustement des charges au produit, ajustement nécessaire à l'élaboration du revenu. La maîtrise des coûts est nécessaire mais pas suffisante. Il faut aussi tenir compte des produits générés par l'atelier : ventes, achats et variations d'inventaire, ainsi que les aides.

Dans le cas des résultats comparés de 2 ateliers naisseurs-engraisseurs du Limousin, le second possède un coût de production supérieur mais, grâce à une meilleure valorisation du produit et l'optimisation des aides, présente une meilleure efficacité économique : il atteint une rémunération d'atelier supérieure (de 2 SMIC/UMO contre 1,5 SMIC/UMO pour l'élevage 1).

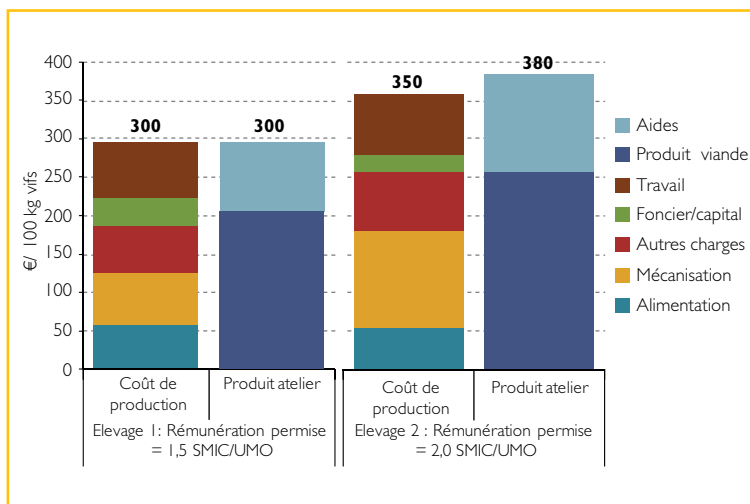
> Figure 15 : comparaison de coût de production dans 2 élevages NE du Limousin

Source : Réseaux d'élevage 2011



> Figure 16 : comparaison d'efficacité économique dans 2 élevages NE du Limousin

Source : Réseaux d'élevage 2011



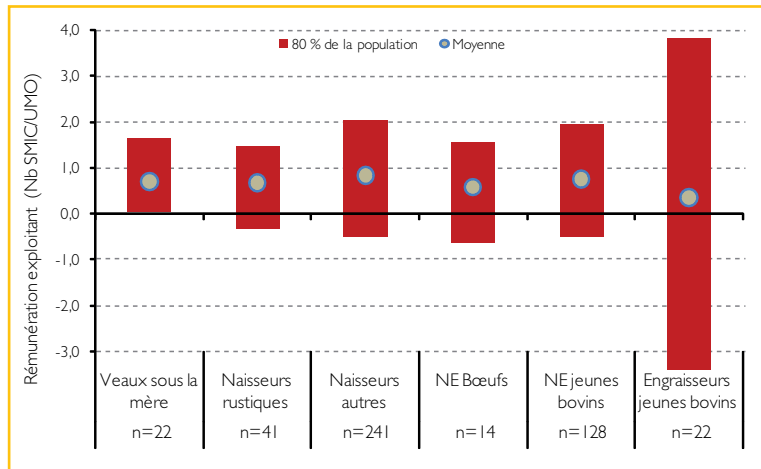
UNE FORTE VARIABILITÉ DE LA RENTABILITÉ

Malgré les écarts de coûts de production selon les types de production, le niveau moyen de rémunération permise par le produit est assez proche entre productions. En 2010, il se positionne vers 0,6-0,8 SMIC par UMO en allaitant, 0,3 en atelier d'engraissement. C'est loin des 1,5 SMIC/UMO retenus pour le coût du travail exploitant. Considérant les dépenses de l'année, l'approche trésorerie est sans doute plus juste pour évaluer la rentabilité à court terme. La trésorerie permise moyenne est plus proche de 1,3 SMIC/UMO en allaitant.

Afin d'expliquer la très forte variabilité des résultats entre élevages de même production (facteur 1 à 6), une analyse statistique de type ACP a été appliquée à l'ensemble de la base. Elle montre, qu'avec les indicateurs exprimés en €/100kgv, le revenu d'un atelier BV ne dépend pas seulement des coûts mais se construit à partir du nombre de kg vifs produits, des charges engagées pour les produire et du produit qu'ils ont permis de gagner.

Pour cela et afin de s'affranchir de la diversité des productions et des produits, les variables ont été centrées-réduites autour de la moyenne par groupe typologique et la segmentation a différencié les élevages selon leur niveau de rémunération permise par le produit de plus ou de moins de 1 SMIC /UMO ex). Les observations sont cumulées sur les deux campagnes 2009 et 2010.

> Figure 17 : Rémunération permise par le produit en nb de SMIC/UMO en 2010 par type d'atelier et variabilité intra-type
Source : Réseaux d'élevage



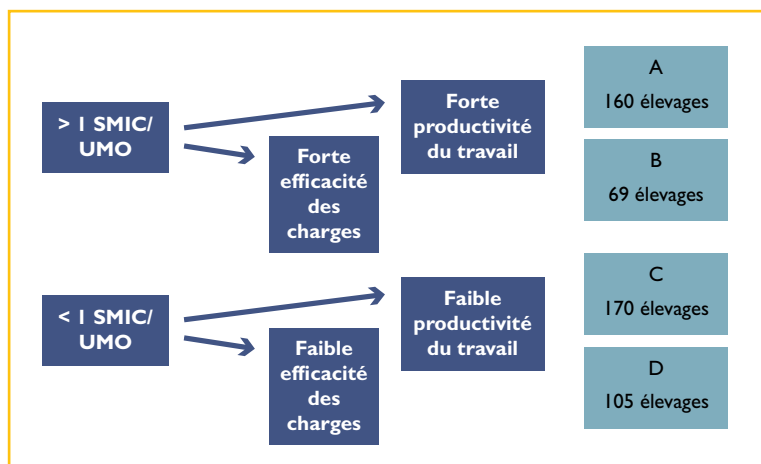
Deux axes permettent de segmenter la population:

- le tandem associant coût et produit dans ce qui constitue l'adéquation des charges au produit,
- la productivité du travail.

Ces deux axes expliquent 95 à 97 % de la variabilité de la rémunération permise par le produit.

Les différents types d'ateliers se distribuent dans les 4 profils définis (A, B, C et D) et les caractéristiques de race, de zone ou de niveau d'intensification n'interviennent pas dans cette répartition. Afin de comprendre les équilibres en jeu, il faut toutefois comparer les exploitations dans des systèmes proches.

> Figure 18 : Schéma de segmentation de l'échantillon selon les principaux critères discriminants : la rémunération permise, la productivité du travail, les charges et les produits de l'atelier (nb d'élevages en 2010)



DEUX PROFILS À BONNE RENTABILITÉ

Les deux premiers groupes (A et B) illustrent des situations atteignant une rémunération de plus de 1 SMIC/UMO exploitant sur les deux années 2009 et 2010. Cela passe par deux configurations. Première piste : la dimension de l'atelier et les performances techniques permettent d'atteindre une bonne productivité de la main-d'œuvre et facilitent l'amortissement des charges fixes et des charges supplétives. On y retrouve des exploitations de toutes régions et de toutes races. La bonne productivité animale peut être associée à des conduites d'animaux âgés ou un peu plus de finition. Seconde piste : indépendamment de la dimension de l'exploitation, les charges sont ajustées au produit dans un équilibre de un pour un. Le produit est obtenu par une bonne valorisation des animaux et par des soutiens corrects.

DEUX PROFILS SANS RENTABILITÉ

Les deux autres groupes (C et D) regroupent les situations d'élevages n'ayant pas atteint 1 SMIC/UMO exploitant sur les campagnes 2009 ou 2010. Dans les deux groupes, les coûts de production dépassent nettement les produits : de 20 à 30%. C'est ce qui explique un résultat faible à inexistant. La maîtrise des charges aussi bien les postes d'alimentation que les coûts d'équipements sont à surveiller. C'est dans ces élevages que l'on trouve les quantités de concentrés les plus fortes par exemple.

La rentabilité de la production bovin viande est donc issue d'une combinaison de facteurs liés entre eux et dans laquelle la technique garde toute sa place au même titre que la bonne valorisation des produits.

> **Tableau 5 : Facteurs de rentabilité dans 4 groupes d'élevages naisseurs. Classification ACP - valeurs centrées réduites – données 2009-2010**

Source : Réseaux d'élevage 2011

	A	B	C	D
Nombre observations	174	68	170	100
Rémunération/UMO permise par le produit	> 1 SMIC		< 1 SMIC	
Productivité/UMO	37 040	20 570	29 870	18 820
Nombre VA/UMO	73	50	63	52
Productivité animale (kg vif/UGB)	320	282	298	257
Coût de production en €/100 kg vifs	319	443	394	561
Dont alimentation et frais d'élevage	82	108	99	135
Dont mécanisation	69	93	88	124
Produit atelier en €/100 kg vifs	328	439	330	434
Dont produit viande en €/100 kg vifs	205	242	202	237
Dont aides en €/100 kg vifs	119	188	125	187
Rémunération permise en nb de SMIC/UMO	1,8	1,5	0,3	0,0

> **Tableau 6 : Les facteurs de rentabilité dans 4 groupes d'élevages naisseurs-engraisseurs. Classification ACP - valeurs centrées réduites – données 2009-2010**

Source : Réseaux d'élevage 2011

	A	B	C	D
Nombre observations	74	31	84	50
Rémunération/UMO permise par le produit	> 1 SMIC		< 1 SMIC	
Productivité/UMO	44 900	31 540	40 500	27 270
Nombre VA/UMO	66	54	63	49
Productivité animale (kg vif/UGB)	371	344	366	323
Coût de production en €/100 kg vifs	278	339	333	421
Dont alimentation et frais d'élevage	80	92	95	118
Dont mécanisation	64	79	77	102
Produit atelier en €/100 kg vifs	287	346	283	336
Dont produit viande en €/100 kg vifs	191	222	191	215
Dont aides en €/100 kg vifs	93	117	89	115
Rémunération permise en nb de SMIC/UMO	1,8	1,8	0,2	- 0,1



CE QU'EN PENSENT LES ÉLEVEURS : "CELA CONFIRME NOTRE ANALYSE"

La mise en parallèle des produits de l'atelier face au coût de production est plutôt déstabilisante. 11 % des éleveurs nous ont dit ne pas avoir de perspectives à long terme face aux coûts de production de leur atelier.

Mais dans l'ensemble, la mise en évidence des différents profils de rentabilité correspond assez bien à l'analyse faite par les éleveurs eux-mêmes de leur situation économique :

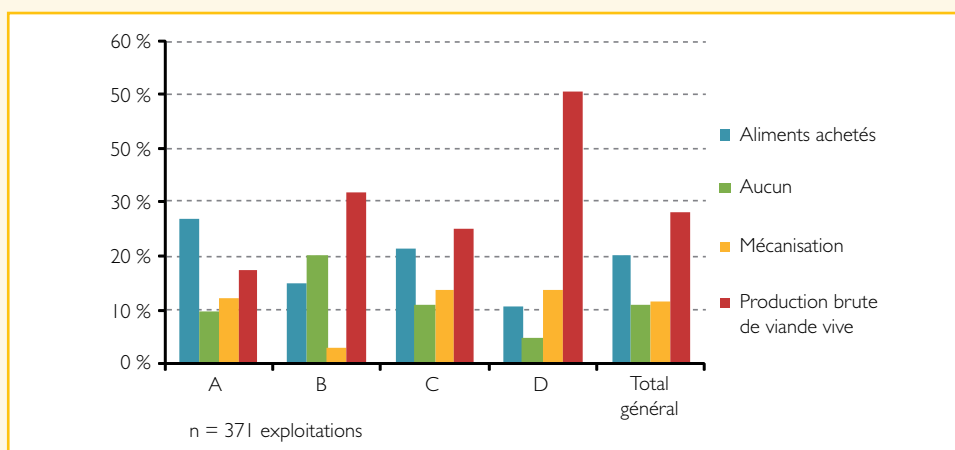
- Les éleveurs du profil A envisagent en priorité de mieux maîtriser le poste des aliments achetés alors que ceux du profil B visent surtout à améliorer leur production de viande.
- Les éleveurs du profil C mettent en avant plus fréquemment que l'ensemble des éleveurs leurs marges de manœuvre sur les charges alimentaires, et plus particulièrement les aliments achetés.
- Pour les éleveurs du profil D, l'amélioration de la production de viande ressort comme une priorité à court terme pour plus de la moitié de ces éleveurs, contre 30 % de l'ensemble des éleveurs enquêtés. Il s'agit d'employer à bon escient la génétique du troupeau et d'améliorer de la productivité des vaches.

A plus long terme... les éleveurs attendent les nouvelles dispositions de la PAC de 2013 avant toute décision d'évolution importante.

La stratégie "améliorer la valorisation des produits" est une voie évoquée par un certain nombre. Beaucoup d'éleveurs considèrent qu'ils ont déjà fait des efforts sur les charges et qu'ils attendent un retour par le marché ou avec le développement de débouchés plus rémunérateurs (circuits courts ou filières contractualisées). Certains envisagent de modifier à la marge leurs conduites afin d'être encore plus en phase avec la demande du marché (meilleure finition des vaches, meilleure qualité des veaux sous la mère, adaptation des périodes de vente sur les périodes de cours hauts).

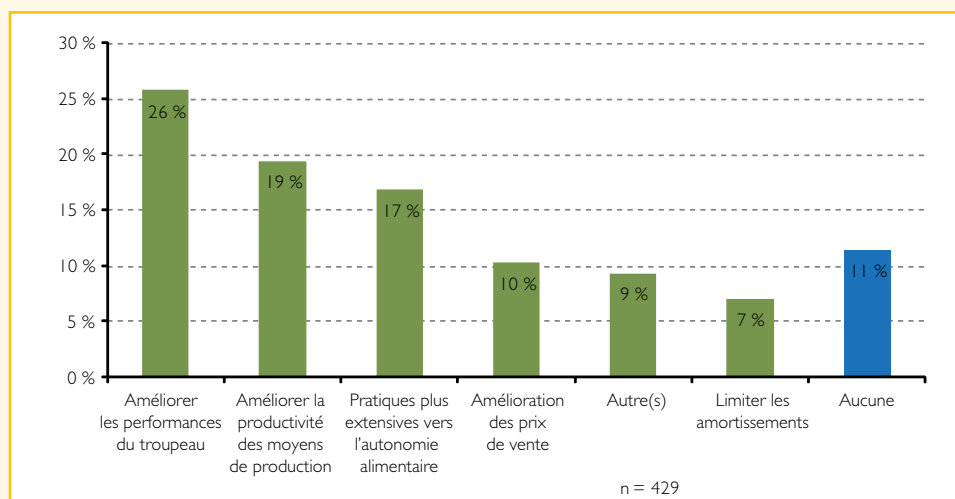
> Figure 19 : Poste prioritaire évoqué par les éleveurs pour baisser leur coût de production : répartition des réponses en fonction de l'appartenance aux 4 profils, pour les postes où il y a des différences.

Source : Réseaux d'élevage 2011



> Figure 20 : Perspectives à long terme face au coût de production de l'atelier viande.

Source : Réseaux d'élevage 2011



Conclusion

Le calcul des coûts de production renouvelle l'analyse technico-économique en viande bovine et offre de nouveaux repères pour piloter l'atelier et le rendre plus compétitif. Cette démarche repose tout d'abord sur une connaissance de la production de l'atelier, point de départ d'une activité économique maîtrisée. La nouvelle notion de production de viande vive peut déstabiliser mais elle permet à tous les éleveurs de se comparer sur leurs performances de troupeau et sur l'efficacité économique de leur système. Ensuite, la méthode coût de production prend en compte les charges de tous les facteurs de production, y compris le coût du travail et la rémunération des capitaux propres, ce qui permet de faire une réflexion très globale. Enfin, elle replace l'équilibre produits/charges comme un des arguments de base de la rentabilité de la production, avec ou sans aides associées. Ces éléments sont nécessaires aux éleveurs désirant mieux piloter leur élevage dans le contexte économique actuel.

Des formations s'engagent sur le terrain pour aider les éleveurs à s'approprier ces nouvelles notions et à rechercher via une démarche collective, les voies de maîtrise des coûts. Les premiers traitements effectués dans les Réseaux d'élevage et présentés ici fournissent quelques premiers enseignements qui serviront de piste de travail et de réflexion à ces groupes.

On retiendra en particulier qu'il faut analyser les coûts de production relativement à la productivité des ateliers, les écarts de productivité ne permettant pas de mettre sur le même plan les coûts de production des éleveurs de veaux sous la mère et ceux des engraisseurs. L'analyse plus poussée des coûts de production illustre les différentes façons de produire de la viande bovine. Mais la forte dispersion

des coûts de production au sein des mêmes types met aussi en évidence qu'il existe des possibilités d'optimisation technico-économiques importantes, qui relèvent du conseil individuel.

De même, l'analyse des coûts doit se faire relativement au produit de l'atelier (ventes, variations d'inventaire et aides). Le rapport de 1 € de coût pour 1 € de produit semble permettre d'atteindre une rentabilité satisfaisante sur les deux dernières années. Là aussi, il y a plusieurs façons de construire un tel équilibre : l'amélioration de la productivité par la dimension ou les performances techniques est une voie efficace qui agit sur l'ensemble des coûts. Mais beaucoup d'éleveurs atteignent aussi cet objectif par la voie de la juste utilisation des facteurs de production.

D'autres études sont à mener pour mettre en évidence ces stratégies payantes. Mais d'ores et déjà, ce dossier sera rapidement complété par des fiches de repères et d'analyse des différents postes de coûts de production donnant les principales pistes d'action.



Pour aller plus loin :

- **Résultats 2010 des exploitations bovines viande (revenus et coûts de production). Estimations des revenus pour 2011.**

- **Repères et guide méthodologique pour réaliser un diagnostic Coût de production : (A paraître).**

- **Calculer le coût de production en élevage bovins viande : méthode nationale développée par l'Institut de l'élevage dans le cadre du dispositif Réseaux d'élevage. Septembre 2010.**

- **Les pratiques sanitaires dans les élevages bovins allaitants. Enquête annuelle 2010.**

- **Les charges de mécanisation dans les élevages bovins viande. Enquête annuelle 2009.**

- **Hausse du coût des aliments dans les élevages bovins viande. Enquête annuelle 2008.**

Carnet d'adresses

> Animateurs régionaux des Réseaux d'élevage bovins viande

Philippe Tresch
Nord-Pas de Calais, Picardie,
Basse-Normandie, Haute-Normandie
Tel : 03 22 33 64 73
@ : philippe.tresch@idele.fr

Laurence Echevarria
Alsace, Lorraine, Champagne-Ardenne
Tel : 03 83 93 39 16
@ : laurence.echevarria@idele.fr

Loïc Madeline
Rhône-Alpes, PACA
Tel : 04 27 86 13 50
@ : loic.madeline@idele.fr

Julien Belvèze
Auvergne, Midi-Pyrénées,
Languedoc-Roussillon
Tel : 05 61 75 44 34
@ : julien.belveze@idele.fr

Jean-Paul Bellamy
Charolais
Tel : 03 86 36 36 16
@ : jean-paul.bellamy@idele.fr

Sylvie Brouard - Emma Sanne
Limousin - Poitou-Charentes
Tel : 05 55 42 61 49
@ : sylvie.brouard@idele.fr
@ : emma.sanne@idele.fr

Marion Kentzel
Aquitaine
Tel : 05 62 70 06 14
@ : marion.kentzel@idele.fr

Patrick Sarzeaud
Bretagne, Pays de la Loire, Deux-Sèvres
Coordination nationale
Tel : 02 22 74 03 81
@ : patrick.sarzeaud@idele.fr

Remerciements :

Merci aux éleveurs pour le temps qu'ils nous ont consacré, et aux ingénieurs des Chambres d'agriculture qui assurent le suivi des fermes :

Aimé Michel, Auzel Sophie, Aymard Laurent, Barré Raymond, Baup Jean-Claude, Benoteau Gaël, Besson Mathilde, Bisson Pascal, Blachon Aurélie, Mathilde Bonestèbe, Bonnet Henri, Bouet Jacques-Martial, Bourge Christian, Boyer Florian, Carteron Philippe, Cartoux Patrick, Chevalier Guillaume, Chevalier Jean-Pierre, Corbeille Guy, Delmas Christian, Deltor Thierry, Deux Nicolas, Deville Arnaud, Dimon Philippe, Dorenlor Jean-Claude, Durand Amélie, Esteve Pierre, Enée Sylvie,

Falentin Etienne, Faron Romain, Fourvel Jérôme, Galisson Bertrand, Gehin Perrine, Genève Clotilde, Gillier Christophe, Gonzalez Beñat, Gros Jean-Michel, Guibert Romain, Guichette-Debord Delphine, Guillaume Alain, Philippe Halter, Holtz Aurélie, Jacquemin Lionel, Joliet Vincent, Labarthe Jean-Christophe, Lafaye Daniel, Laffay Régis, Lahemade Thierry, Lahitte Didier, Lamy Marc, Laporte Olivier, Lavirois Jérôme, Ledieu Fabrice, Lemaire Karine, Marceau Frédérique, Martin Joël, Martin Pascale, Michaud Isabelle, Mis Jean-Bernard, Murat Claudine, Muron Guy, Offredo Thierry, Payet-Maugeron Aurélie, Piveteau Jérôme, Platel Daniel, Prouteau Yann, Rubat Emilie, Saget Gilles, Siret Dominique, Veillaux Christian, Vincent Claude, Weber Michel.

LES COÛTS DE PRODUCTION DANS LES ÉLEVAGES BOVINS VIANDE

La mise en œuvre d'une démarche de calcul des coûts de production en viande bovine dans les Réseaux d'élevage des Chambres d'Agriculture et de l'Institut de l'élevage fournit aujourd'hui de nouveaux repères et des enseignements pertinents afin de juger l'efficacité économique des ateliers. Compte-tenu de l'imbrication des postes et de la diversité des conduites, il convient d'analyser les coûts au sein de chaque système de production et en regard des produits.

Ce qui frappe le plus dans l'analyse des résultats 2009 et 2010, c'est la variabilité des coûts de production entre élevages : de 1 à 2 au sein des mêmes systèmes. Ceci est dû à la diversité des conduites d'élevage mais aussi au poids conséquent des charges fixes et des charges supplétives (la rémunération des facteurs de production). C'est dépendant aussi de la productivité de la main d'œuvre et des animaux.

Ainsi, l'amélioration de la compétitivité des élevages bovins viande va passer tout aussi bien par l'optimisation des performances animales, que par la recherche d'une plus grande autonomie alimentaire ou la maîtrise des coûts d'équipements.

En viande bovine, les coûts n'expliquent pas tout et ce qui compte c'est l'efficacité des charges, c'est-à-dire leur adéquation au produit. L'analyse des résultats des Réseaux d'élevage montrent que plusieurs stratégies permettent la rentabilité. Certaines peuvent privilégier l'optimisation de la productivité du travail, d'autres la maîtrise des charges et l'obtention du meilleur produit possible.

Face au marché incertain et à la forte volatilité du prix des intrants et de l'énergie, ces repères arrivent à propos pour aider les éleveurs à piloter leur atelier et à améliorer son efficacité économique.

LES PARTENAIRES FINANCIERS

FranceAgriMer

Le Ministère de l'Agriculture (CASDAR)

Le suivi et la valorisation annuelle des données de l'échantillon national des exploitations suivies par les Réseaux (Socle national) font l'objet d'un appui financier de FranceAgriMer dans le cadre du soutien aux filières pour l'amélioration des conditions de production, et du Ministère de l'Agriculture (CasDAR) dans le cadre du PNDAR 2009-2013.



LES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE POUR LE CONSEIL ET LA PROSPECTIVE (RECP)

Issu d'un partenariat associant l'Institut de l'Élevage, les Chambres d'agriculture et des éleveurs volontaires, le dispositif des RECP repose sur le suivi d'un échantillon d'environ 2000 exploitations qui couvrent la diversité des systèmes de production d'élevage bovin, ovin et caprin français. Il constitue un observatoire de la durabilité et de l'évolution des exploitations d'élevages.

Ce dispositif permet également de simuler les conséquences de divers changements (contexte économique, réglementations, modes de conduite) sur l'équilibre des exploitations. Ses nombreuses productions sous forme de références ou d'outils de diagnostic alimentent des actions de conseil et de transfert vers les éleveurs et leurs conseillers.



Septembre 2012

Document édité par l'Institut de l'Élevage

149 rue de Bercy, 75595 Paris cedex 12 - www.idele.fr. - ISBN : 978-2-36343-189-9 - PUB IE : 0012 50 001